

Contre la guerre dans le Haut-Karabakh

lundi 16 novembre 2020, par [Left Resistance](#) (Date de rédaction antérieure : 6 novembre 2020).

Une partie de la gauche arménienne en appelle à une cohabitation post-nationaliste, pluraliste et durable pour les peuples du Caucase.

« Nous rêvons d'une écologie politique orientée vers la vie, par la création de communautés internationalistes autonomes et autogérées dans la région. »

Note de l'éditeur : Ces dernières semaines ont vu l'escalade rapide et sanglante d'un conflit de longue durée dans la région du Haut-Karabakh du Caucase. D'un côté, l'Arménie et la population majoritairement arménienne de la région ; de l'autre, les gouverneurs de jure de l'Azerbaïdjan soutenus par une Turquie expansionniste. Ce conflit n'est pas ancré dans une haine immémoriale entre les peuples arménien et azéri. Au contraire, il est le produit de circonstances historiques qui ont scindé des communautés autochtones par des frontières arbitraires. Comme pour de nombreuses guerres, c'est la classe ouvrière qui supporte les coûts mortels de cette guerre, tandis que les fabricants d'armes en profitent et que la classe dirigeante engrange les soutiens par la ferveur nationaliste. La déclaration suivante (dont une version plus longue a été initialement publiée par Sev Bibar, membre en Arménie de la Revue de l'Internationale Progressiste) présente le point de vue particulier des auteur·trice·s sur le conflit, ses origines et la voie à suivre pour instaurer la paix et la justice dans la région.

Le conflit du Karabakh (Մրցախ / Qarabağ), un différend dans la région enclavée connue sous le nom de « Haut-Karabakh » [abrégé en russe en NKAO] dans le soi-disant « Caucase du Sud », remonte au début de l'époque soviétique lorsque la région, habitée par une majorité de la population arménienne autochtone, a été placée sous le contrôle de la République soviétique (RS) d'Azerbaïdjan, riche en pétrole. En 1988, après des décennies de politiques colonialistes oppressives de la part des colon·e·s de la RS d'Azerbaïdjan, la population arménienne de l'Oblast autonome du Haut-Karabakh a voté démocratiquement en faveur de la sécession de l'Azerbaïdjan et de l'adhésion à l'Arménie soviétique. Ces tentatives d'autodétermination ont cependant été contrées par des pogroms anti-Arménien·ne·s dans plusieurs villes azerbaïdjanaises. Les tensions ont rapidement évolué vers un conflit de guérillas entre les deux camps, et vers une guerre destructrice à grande échelle au Մրցախ / Qarabağ. Elle s'est terminée en 1994 avec une grande partie de l'ancien NKAO et de sept territoires adjacents se retrouvant sous le contrôle des forces arméniennes.

Depuis le cessez-le-feu en 1994, la menace de guerre a contrôlé les peuples d'Arménie, du Մրցախ / Qarabağ et d'Azerbaïdjan, et les a privés d'une prise de décision autonome et décoloniale sur les questions sociales, politiques et économiques. Pendant des décennies, des gouvernements corrompus et non élus ont pillé, opprimé et exercé des violences sur la population, empêchant toute possibilité de progrès politique dans ces pays.

Des techniques d'exploitation et d'oppression similaires ont été utilisées par les classes dirigeantes en Arménie, en Azerbaïdjan, en Russie et en Turquie. Elles ont profité de la corruption, de l'autoritarisme, de l'extraction des métaux lourds et des combustibles fossiles, du commerce et des ventes d'armes de destruction massive fondées sur la glorification de la guerre et de l'hétéro-

patriarcat, pour étrangler toute possibilité de solidarité, à long terme, par-delà les frontières et entre les localités touchées.

Les élites politiques minoritaires et les classes dirigeantes de chaque pays ont également fait preuve de plus de solidarité entre elles qu'avec la majorité opprimée du peuple, faisant taire la dissidence en incitant à la rupture du cessez-le-feu alors que les frontières étaient fermées. Les plus riches ont pu échapper à la conscription obligatoire, tandis que les recrues des couches les plus pauvres de la société ont été victimes de violence, d'abus, de suicides et de meurtres pendant leur service militaire.

Toute possibilité de résolution pacifique du conflit a été enterrée dans des réunions classées secrètes entre représentant·e·s diplomatiques. Tout cela a abouti au maintien du statu quo préservé pendant 30 ans, ce qui a été profitable pour les puissances impériales commerçantes d'armes et leurs mandataires au pouvoir dans les pays en conflit.

Les populations d'Arménie, du Մրցախ / Qarabağ et de l'Azerbaïdjan, se sont accommodées d'une rhétorique fasciste et xénophobe les unes envers les autres. Trois générations ont grandi en reproduisant l'hostilité ethnique et religieuse, auparavant plus ou moins apaisée par la politique de « fraternité nationale » de l'ère soviétique. Le fascisme, le racisme et la xénophobie ont atteint un niveau particulièrement élevé en Azerbaïdjan, se manifestant dans des discours officiels, comme le tweet de 2015 du président Aliyev déclarant que « l'Arménie n'est même pas une colonie, elle n'est même pas digne d'être une domestique », ou encore dans la pratique de l'État, à l'exemple de l'officier de l'armée azerbaïdjanaise Ramil Safarov qui a assassiné dans son sommeil le lieutenant arménien Gurgen Margaryan lors d'un séminaire de formation parrainé par l'OTAN à Budapest. Safarov a été gracié, proclamé héros national, promu et comblé de cadeaux par le président Aliyev.

Alors que l'Azerbaïdjan reste un État dictatorial, le peuple arménien a tenté de briser le cercle vicieux et a lancé un mouvement de protestation en 2018, qui a abouti à un transfert pacifique du pouvoir d'une oligarchie kleptocratique à un establishment néolibéral. Le gouvernement démocratique nouvellement formé a fait de nombreuses tentatives, bien qu'insuffisantes, pour restaurer les ressources publiques pillées. Cependant, une « révolution » nationale démocratique bourgeoise qui ne rejette pas le système capitaliste patriarcal, colonial, néolibéral et écocide est vouée à l'échec et risque de s'inverser tôt ou tard. Il va sans dire que les puissances régionales autocratiques sont désireuses de travailler à ce renversement. Si ce n'est pas par un coup d'État, alors peut-être que ce sera par une guerre.

Le 27 septembre 2020, le régime dictatorial azerbaïdjanais a déclenché une guerre, soutenue par la Turquie, contre le Մրցախ / Qarabağ avec pour objectif politique de « mettre fin à l'occupation arménienne » et de restaurer son « intégrité territoriale ». La question de savoir qui a commencé l'agression n'est ni une question de commentaire, ni une question d'opinion, comme le suggèrent de nombreux points de vue centristes et « impartiaux ». Il s'agit plutôt d'une question d'historique nationaliste. Se trouvant dans une impasse politique et économique exacerbée par la chute des prix du pétrole depuis mars de cette année, le régime autocratique du président azerbaïdjanais Aliyev semble avoir décidé, une fois de plus, de jouer sa dernière carte de la guerre et du nationalisme, détournant ainsi l'attention de son peuple sur le Qarabağ.

IL N'Y A PAS DE VAINQUEUR DANS LA GUERRE

Il n'y a pas de « victoire » dans la guerre des nationalismes concurrents, sauf pour ceux qui en tirent profit. La glorification de la guerre est profondément enracinée dans le patriarcat, dont la perpétuation dépend de l'existence même de la guerre nationaliste et de son hégémonie idéologique. Une autre guerre signifie une autre vague de haine, fermant les portes à la réconciliation et à la

confiance, et ciblant les voix marginalisées qui défient la machinerie de l'expansion impérialiste. Cette guerre, comme toute autre, a également de graves conséquences sur l'environnement. Cette partie de la Terre, déjà endommagée et épuisée par l'exploitation minière, est maintenant détruite quotidiennement.

Aujourd'hui, la seule solidarité légitime qui nous soit permise est celle qui consiste à mourir ensemble ou à organiser la logistique et le soutien de ceux qui ont fui la zone de combat, la solidarité genrée en matière de soins, de guérison et de nettoyage du désordre physique, psychologique et écologique. Depuis notre jeune âge, nos corps ne nous appartiennent pas, ils sont les serveurs du conflit. Ce cycle doit prendre fin. Nous avons besoin d'une politique antifasciste solide en faveur de la paix.

Jusqu'à présent, nous n'avons pas réussi à former un tel mouvement en partie parce que a) la critique du nationalisme, du patriarcat, du capitalisme et du militarisme reste largement un discours marginal et réprimé, b) les positions anti-guerre ne sont pas viables dans les conditions d'une agression militaire étrangère et d'un discours expansionniste, c) les discours pro-paix, déjà marginaux, sont souvent dominés par des approches libérales qui égalisent et homogénéisent les dynamiques, les contextes et les réalités du pouvoir, et d) les positions anti-nationalistes et internationalistes en Arménie sont souvent identifiées à l'expérience soviétique, dont la mémoire collective ne laisse guère de place, voire aucune, à une politique ouvertement de gauche aujourd'hui. Pour que de tels espaces s'ouvrent dans la région au sens large, une lutte pour la décolonisation doit être coordonnée et peut-être même précédée par le renversement des dictatures en Azerbaïdjan, en Turquie et en Russie.

L'HEURE EST À L'ACTION ÉCOFÉMINISTE ANTICOLONIALE, ANTIFASCISTE ET ANTIMILITARISTE

Nous appelons l'Azerbaïdjan à cesser les attaques : ce conflit ne peut avoir une solution militaire.

Nous appelons à remplacer les cadres idéologiques de la nation et du territoire par ceux des personnes et des droits. Les droits des personnes, pas ceux des États. Le conflit ne peut pas continuer à être vu uniquement à travers le principe légaliste de l'intégrité territoriale.

Nous appelons à la reconnaissance du droit à l'autodétermination du Արցախ / Qarabağ. Les frontières tracées au début du 20^e siècle n'ont jamais reflété les droits de la majorité au Արցախ / Qarabağ. Elles ont créé les conditions d'une guerre perpétuelle dans la région, et des déplacements de populations qui s'ensuivent.

Nous soulignons l'importance du droit de tou·te·s les « réfugié·e·s » des deux côtés à retourner dans leurs foyers et de leur droit à l'autodétermination dans des conditions de démilitarisation, de désintoxication des sociétés de la haine mutuelle, de garanties mutuelles et solides de sécurité et de limitation de l'ingérence des puissances impérialistes fascistes dans la région.

Nous appelons à remplacer les positions expansionnistes et maximalistes par des positions post-nationales.

Nous appelons à une reconnaissance multilatérale et des réparations pour les génocides et les massacres passés afin de prévenir les génocides et massacres futurs, à savoir le génocide arménien, le massacre de Chouchi, les pogroms de Soumgaït, de Kirovabad, de Bakou et le massacre de Khojaly.

Nous exprimons notre solidarité avec nos compatriotes en Azerbaïdjan, en Turquie et au-delà, qui

ont élevé leur voix contre cette guerre.

Nous appelons à la paix et à la démilitarisation. Pour l'abolition du complexe militaro-industriel colonial et du commerce des armes, soutenu par les industries d'extraction de métaux lourds et de combustibles fossiles. Pour l'arrêt de l'extraction des métaux lourds et de la combustion des combustibles fossiles dans le monde entier.

Nous appelons à la solidarité et à la coexistence pacifique au-delà des frontières, des identités et des classes opprimées.

Nous appelons à adopter le respect de la vie humaine et non humaine comme principe politique dominant.

Nous appelons à une lutte internationale pour la suppression du fascisme, des appétits dictatoriaux du système capitaliste et de ses agent·e·s dans notre région et au-delà. Nous dénonçons le nationalisme autoritaire et sa propagande sous toutes ses formes.

Nous rêvons d'une cohabitation post-nationaliste, pluraliste et durable pour les peuples du Caucase dans le cadre d'une écologie politique orientée vers la vie, par la création de communautés autonomes et autogérées internationalistes dans la région.

Left Resistance

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

L'Internationale Progressiste

<https://progressive.international/wire/2020-11-06-against-war-in-nagorno-karabakh/fr>